n°1597 (26 mai-2 juin 2010) | Édito de la semaine

éditorial du n°1597

Où faut-il chercher la vérité ? Dans les propositions du Parti socialiste ou dans les propos de Nicolas Sarkozy qui souhaite, d'après les médias, « graver l'austérité dans la Constitution » ? On en reste baba. On ne parle plus de la sacro-sainte République française regroupant Françaises et Français dans une Union sacrée embarquée sur le paquebot Cocorico. On nous dit maintenant qu'il faut rassurer le marché, lui donner des gages. Diable, le débat est au ras des pâquerettes ; ce n'est même plus masqué que le libéralisme économique se pavane.
Parisot de son côté, en plein chant du cygne, annonce sans ambages qu'.il faut regarder « comment mettre en place, en plus […] du système par répartition, un nouveau dispositif très incitatif, voire obligatoire, de retraite par capitalisation ». Martine Aubry, quant à elle, proclame : « Nous nous opposons de toutes nos forces au fait de repousser l'âge légal au-delà de 60 ans. » Bref, tout le monde bande ses muscles et on attend les résultats concrets de ces échauffements.

Sinon, sur le front social, ça bouge toujours. Comme nous sommes au XXIe siècle et qu''on n'arrête pas le progrès, on licencie de manière électronique. Des salariés de la société d'ingénierie Alten ont été virés pour avoir critiqué leur hiérarchie sur Facebook. Pinçons-nous. La société les accuse de « dénigrement » ; les salariés ont saisi les prud'hommes, mais ça risque quand même de prendre un certain temps.
Dans le reste l'Europe ça bouge aussi. En Grèce, les médias nous annoncent un automne chaud. Chez eux comme chez nous le combat reste le même : le refus du plan d'austérité qui détruit l'économie et ruine la protection sociale. Tout ça peut être apprécié de diverses façons, syndicales ou autres, mais la détermination est la même. En Espagne, les fonctionnaires sont dans la rue face aux provocations de Zapatero… Un plan dit social qui aboutirait à 13 000 suppressions d'emplois !
Comme quoi socialistes ou libéraux veulent tous se plier aux lois du marché. Seule la sauce change, mais sur le fond c'est lycée de Versailles et nous resterons polis. La léthargie actuelle du mouvement social français ne nous remplit pas d'un espoir démesuré mais les changements sociaux ne se prédisent jamais !